

La bibliothèque du CegeSoma, une approche critique et personnelle

Alain Colignon

Depuis un demi-siècle, la bibliothèque du Centre d'Etudes Guerre et Sociétés contemporaines constitue un des piliers majeurs de cette institution et, nonobstant les développements successifs et les changements d'orientation de celle-ci au fil du temps, nul n'a jamais voulu voir en elle une sorte de *brillant second*¹, destiné à servir perpétuellement d'auxiliaire subalterne à la recherche historique.

Les concepteurs de ladite bibliothèque ont ainsi essayé, avec leurs qualités et leurs défauts, de constituer un instrument de travail conforme aux attentes des visiteurs fréquentant la salle de lecture. S'il faut en croire la communauté des chercheurs, ils y sont parvenus dans une large mesure. Mais soyons lucides : l'instrument de travail en question s'avère peut-être plus performant sur le plan scientifique que véritablement original quant à sa réalisation. Performant car, avec les moyens matériels qui leur ont été donnés, ses responsables ont pu, au fil du temps, assurer au mieux l'approche historique des champs d'investigation successifs embrassés par l'institution. Mais, le papier restant toujours le papier, on ne peut, *hic et nunc*, parler d'une originalité transcendante dans l'élaboration des collections, hormis l'association précoce de trois ensembles "distincts mais complémentaires" avec le "Secteur Livres", le "Secteur Journaux, Périodiques et Revues scientifiques" et le "Secteur Coupures de presse". Pour le reste, sans toujours le percevoir, les personnes qui ont présidé à la constitution de la collection livresque ont mis leurs pas dans ceux de devanciers un peu oubliés et, comme nous le verrons, ont étendu peu à peu, non sans tâtonnements, les espaces conceptuels de leur sélection au fur et à mesure de la diversification des missions du CegeSoma. Surtout, indépendamment des extensions ponctuelles sur le plan chronologique ou concep-

tuel, ils ont suivi, sur le long terme, sans en avoir vraiment conscience, le basculement des modes historiennes au cours des années '90 du siècle dernier, passant d'une approche à colonne vertébrale socio-économique et/ou socio-politique à une vision "post-moderne", davantage articulée sur les mentalités, les représentations collectives, les lieux et les jeux de la mémoire.

Est-il besoin de faire remarquer que ces glissements ont toujours été partiels et que les virages ont été pris tout en prudence, les bibliothécaires se gardant bien de sacrifier les "fondamentaux" du Centre, qui présentaient l'avantage d'avoir été entérinés par les autorités scientifiques, tout en laissant de larges marges de manœuvre pour les espaces vastes et séduisants – mais un peu nébuleux – de la Mémoire ?

Est-il besoin de faire également remarquer qu'avec l'émergence des *digital humanities*, la musique sera bien différente à court et moyen terme pour la gestion et l'utilisation ordinaire de notre institution ? L'informatisation, la numérisation et la lecture neuronale ne manquent pas d'ouvrir des perspectives fascinantes. Mais, comme aurait dit un certain Kipling, il s'agit d'une autre histoire...

Modestement, nous nous contenterons de présenter, dans ces quelques pages, ce qu'a été l'élaboration progressive de la bibliothèque du CegeSoma au cours du demi-siècle écoulé.

Quelques "grands ancêtres", mais avec un *modus operandi* commun

On ne le soulignera jamais assez : la naissance de l'institution, sous l'intitulé de Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale (C.R.E.H.S.G.M.), comparée à celle de ses homologues français et néerlandais, a été quelque peu tardive, pour cause de Question royale et de tensions politiques mal éteintes. Ce n'est en effet que le 13 décembre 1967, après maintes tractations entre les organisations

1. Pour reprendre l'expression utilisée par le Kaiser Guillaume II pour désigner son allié austro-hongrois.

patriotiques et le ministère de l'Éducation nationale, qu'un arrêté ministériel l'a érigée en Centre autonome rattaché (mais alors non intégré) aux Archives générales du Royaume². Et sans doute l'attente aurait-elle encore été plus longue si, en 1964-1965, l'État belge ne s'était pas trouvé fort dépourvu face à l'arrestation... et à l'acquiescement par un tribunal autrichien, suite à la constitution d'un dossier d'accusation fort lacunaire, d'un authentique criminel de guerre³, provoquant ainsi la colère des milieux patriotiques et une demande sociétale impérieuse.

Créé à l'extrême fin de 1967, le Centre n'a vraiment commencé à se constituer qu'au début de 1969, et il lui faudra attendre l'été de cette année pour pouvoir disposer de locaux, le département de l'Éducation nationale mettant à sa disposition "une huitaine de bureaux, au 67 A de la rue Joseph II, à Bruxelles"⁴. L'un de ces bureaux était affecté à la bibliothèque naissante et l'un des deux "attachés" recrutés pour la cause, le jeune Willem C. Meyers (né en 1943), y consacrait déjà le meilleur de son temps. Mais il ne partait pas de rien.

En effet, si le Centre où il travaillait depuis peu constituait bien la première entité publique attachée à l'étude de la guerre, il avait été précédé, au début des années 1960, par un organisme semi-privé, le Centre d'Histoire des Deux Guerres mondiales, dont la création avait été initiée par l'historien Jacques Willequet, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, et par l'archiviste général du Royaume, Etienne Sabbe. Ce "premier" Centre, financé au coup par coup à partir de 1964 par le Fonds National de la Recherche Scientifique,

disposait d'une petite équipe de chercheurs (où figurait déjà un certain José Gotovitch) et c'est très naturellement que cette équipe avait commencé à rassembler le matériel bibliographique *ad hoc* pour pouvoir entamer ses travaux.

Mais surtout, pour s'épargner des dépenses superfétatoires en un temps où les subsides étaient chichement mesurés, il avait pu recourir au fonds livresque constitué dès novembre 1944-mai 1945 par et pour un prédécesseur mort-né, le Musée belge de la Guerre mondiale. Celui-ci avait dû son éphémère existence à l'initiative d'une professeure de l'U.L.B., Suzanne Tassier. Si, au départ, le projet avait rencontré les faveurs apparentes du monde officiel (ainsi que le soutien unanime des ministres de l'Enseignement, des Finances et de la Justice), il avait rapidement chaviré dans les remous de la Question royale avant de sombrer corps et biens le 10 juillet 1953⁵. Fort heureusement, les ouvrages rassemblés par Suzanne Tassier n'avaient pas été perdus : déposés à l'U.L.B. dans une réserve spécifique après avoir sommeillé un certain nombre d'années au Musée royal de l'Armée dans un espace non accessible au public, ils avaient été mis à la disposition du Centre d'Histoire des Deux Guerres mondiales de Willequet, avant de trouver un point de chute « définitif » au Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale.

Pour être complet, à côté de cette filiation directe ou semi-directe de la bibliothèque du CegeSoma, il faudrait encore signaler l'apport involontaire d'un grand ancêtre oublié, la Commission des Archives de la Guerre⁶. Instaurée par arrêté royal

2. Sur l'historique général du Centre, voir DIRK MARIN, *Geschiedenis in het Centrum: 35 jaar Studie- en Documentatiecentrum Oorlog en Hedendaagse Maatschappij*, Brussel, CEGESOMA, 2004 et JEAN VANWELKENHUYZEN, « Interview à bâtons rompus avec Mr. Jean Vanwelkenhuyzen, directeur du Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale », dans *Vigilo*, nr.78 de novembre 1972.

3. Un certain Robert Verbelen, chef du *Veiligheidskorps* de la *De Vlag*, responsable sous l'occupation de différents assassinats politiques et du massacre de Meensel-Kieseghem en Brabant flamand.

4. *Bulletin nr.1 du Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale*, Décembre 1969, p. 5.

5. Sur ce projet mort-né, on se référera à : MARNIX BEYEN, *Oorlog en verleden: nationale geschiedenis in België en Nederland, 1938-1947*, Amsterdam, 2002, p.251.

6. Pour la Commission des Archives de la Guerre, on consultera avec profit : PIERRE-ALAIN TALLIER, *Guide des sources de la Première Guerre mondiale en Belgique*, Bruxelles, 2010, p. 32-33 et TH. HEYSE, *L'organisation d'une Bibliothèque nationale de guerre*, Gand, 1923 (*L'Occupation allemande en Flandre* – Brochure nr. 8), ainsi que *La Commission des Archives de la Guerre. Son organisation. Ses collections*, Bruxelles, s.d.

le 15 novembre 1919, placée sous les auspices du ministère des Sciences et des Arts et fonctionnant à partir d'une Commission centrale (animée par l'illustre Henri Pirenne) ainsi que de Commissions provinciales, elle avait très officiellement rendu l'âme, mission accomplie, le 15 mai 1928. Assez logiquement, ses collections avaient été versées aux Archives générales du Royaume. Bien plus tard, en 1970, le C.R.E.H.S.G.M. a bénéficié d'un gros fonds livresque d'une de ses chevilles-ouvrières, Théodore Heyse, ancien fonctionnaire du ministère des Colonies et bibliographe érudit de la Première Guerre mondiale. Plus tard encore, dans la première décennie du XXI^{ème} siècle, le CegeSoma a hérité des doubles de la défunte Commission des Archives de la Guerre, gracieusement transmis par les Archives générales du Royaume. Tout cela restait ainsi, en quelque sorte, dans la famille.

Précisons enfin que toutes les institutions précédant le CegeSoma et vouées, comme lui, à se pencher sur le "phénomène guerre" ont été dotées d'une bibliothèque plus ou moins bien pourvue. Curieusement, celle qui a réalisé la collecte la plus systématique d'ouvrages et de documents variés, collecte mûrement réfléchie et s'approchant le plus de celle qui est réalisée à présent aussi la première de ce type à avoir été instituée : la Commission des Archives de la (Grande) Guerre. Mais est-ce vraiment un hasard ? C'est aussi celle qui, avant notre Centre, a profité à la fois d'un délai de conception raisonnable (une bonne année après l'Armistice), d'une demande sociétale importante et d'un unanimité "national" tout aussi important. De surcroît, elle a eu comme "bonnes fées" des personnalités telles Henri Pirenne, Joseph Cuvelier (Archiviste général du Royaume), Fernand Passelecq (ancien directeur du Bureau documentaire belge), Alfred De Ridder (directeur général au ministère des Arts et des Sciences). Relevons également qu'un peu à la manière du C.R.E.H.S.G.M. naissant, elle n'ambitionnait pas de "réaliser la tâche hasardée de vouloir écrire dès maintenant l'histoire de la guerre par rapport à la Belgique", préférant se réserver

la mission de "rassembler tous les documents, manuscrits, imprimés, dessinés touchant la vie des Belges, au pays et à l'étranger, durant la Grande Guerre"⁷. Les historiens qui évoluaient en son sein ou qui étaient amenés à collaborer avec elle étaient évidemment libres de produire des travaux articulés autour de la période 1914-1918 et ils ne s'en sont pas privés ultérieurement, vers 1924-1927, mais alors sous l'égide de la Dotation Carnegie.

Les temps héroïques : grands principes et petits moyens

Si la bibliothèque du Centre est liée à l'institution dès les balbutiements de celle-ci et si elle l'a même en quelque sorte précédée, elle n'a été rendue dans les faits accessible au public qu'à partir de l'automne 1969. Ses capacités d'accueil sont alors des plus limitées (un unique local dans le bâtiment de la rue Joseph II, qui sert également de bureau au bibliothécaire), ce qui présente peu d'importance dans la mesure où les collections sont alors plutôt clairsemées : quelques centaines d'ouvrages à la fin de cette année. Pour des raisons pratiques, l'ensemble a été ventilé en deux sous-sections spécifiques, un jeu de rayonnages étant dévolu aux ouvrages « belges » et un autre jeu aux titres "étrangers" (Allemagne, Grande-Bretagne, France, Pays-Bas). Les premiers sont dotés d'une étiquette jaune, les seconds d'une étiquette blanche, afin d'en faciliter le repérage. Pour contrôler l'ensemble, il a été établi deux fichiers de récolement par numéro d'entrée tandis qu'un fichier alphabétique par nom d'auteur (ou, à défaut, en recourant au premier mot important de l'intitulé) facilite au lecteur l'accès aux ouvrages. Dans l'esprit du bibliothécaire néerlandophone, le grand modèle est constitué par le *Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie (R.I.O.D.)* d'Amsterdam, étant entendu que le "petit frère" bruxellois a dû adapter son travail aux moyens du bord. On s'est ainsi dispensé de ventiler les titres des deux sous-sections selon un classement thématique dans la mesure où cela aurait exigé un redéploiement constant des collections

7. *La Commission des Archives de la Guerre...*, p.7.

au fur et à mesure de leur expansion, à l'instar de ce qui se faisait au *R.I.O.D.*, lequel était mieux pourvu en personnel. De même, la "Classification Décimale Universelle" a été écartée "car elle s'avérait en pratique inutilisable pour une bibliothèque si spécialisée"⁸.

Néanmoins, malgré ces contraintes matérielles, les collections vont grandir rapidement grâce à de nombreux dons d'institutions publiques⁹ ou de personnes privées. Mais si les portes étaient largement ouvertes aux dons extérieurs comme aux bonnes volontés, tout ne faisait pas nécessairement farine au bon moulin.

En effet, le processus de sélection des livres était initialement encadré par une série de normes préétablies. Elaborées par l'équipe des chercheurs, tantôt à la suite de réflexions collégiales, tantôt après des observations procédant d'un certain empirisme pragmatique et dûment entérinées par le Comité scientifique, elles avaient reposé sur un cadre chronologique et conceptuel strict. Celui-ci reflétait autant un certain air du temps scientifique que le désir bien diplomatique de ne pas empiéter de manière inconsiderée sur les terres d'institutions-sœurs qui, ayant conquis depuis belle lurette leur place au soleil, disposaient à la fois d'un pôle d'influence et – qui sait? – de capacités de nuisance. Voyant poindre à l'horizon un concurrent inopportun, celles-ci ne risquaient-elles pas de montrer les dents et d'entraver, par une hostilité de principe farouche, le développement de l'institution naissante? Est-il besoin de préciser qu'à cette époque, c'était le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire dont on voulait ménager au maximum les susceptibilités? Pour ce faire, on affirma coram populo que le Centre naissant s'intéresserait beaucoup moins à l'histoire mili-

taire qu'aux "impacts de la guerre sur la société civile" tant en Belgique que dans les pays immédiatement environnants... A vrai dire, le sacrifice était léger. Hormis Jean Dujardin et, dans une certaine mesure Willem Meyers, la majorité de membres de l'équipe fondatrice du Centre éprouvait envers l'histoire militaire et l'histoire-bataille un intérêt aussi poli que distancé. En bons disciples de l'Ecole des Annales, ils tenaient ces thématiques pour passablement démonétisées par un usage trop répétitif. Néanmoins, on a beau dire et beau faire, comme l'approche historique d'une époque marquée par un conflit guerrier pouvait difficilement s'abstenir du moindre volet militaire, il fut entendu de commun accord que la bibliothèque du C.R.E.H.S.G.M. accepterait bien volontiers tout ouvrage traitant de *Militaria* à condition qu'il s'agisse d'un don, d'un legs... ou que l'étude en question présente "une qualité scientifique remarquable"¹⁰. Cela laissait évidemment une marge de manœuvre, et elle a été utilisée sans abus, aussi bien par le bibliothécaire Meyers que par son successeur...

Autre exemple de ce robuste empirisme qui semble décidément consubstantiel à l'institution : dans un premier temps et pour un assez long temps – une petite vingtaine d'années –, il avait été décidé de limiter la collecte de données et de documents à la période 1936-1950 puisque 1936 représentait l'année "pendant laquelle la Belgique opta pour une politique extérieure d'indépendance. C'est aussi l'année qui vit apparaître au grand jour une nette séparation entre des courants autoritaires (...) et les tendances démocratiques et traditionnelles belges. Cette séparation a eu des conséquences considérables sur les options politiques prises pendant la guerre"¹¹. L'autre date-limite choisie, l'année 1950, était celle qui

8. *Témoignage de Willem C. Meyers le 27 janvier 2019.*

9. Dans un premier temps, l'U.L.B. et les Archives générales du Royaume rivalisèrent de générosité, l'une cédant assez logiquement à la jeune institution son Fonds Suzanne Tassier pendant que l'autre proposait, outre les nombreuses brochures du Fonds Théodore Heyse, les différentes pièces de son Fonds Presse clandestine, lesquelles complétaient heureusement les collections déjà réunies par le ci-devant Centre national d'Histoire des Deux Guerre mondiales.

10. *Témoignage de José Cotovitch, le 20 novembre 2018.*

11. *Dixit Wim Meyers, dans Bulletin nr.3 du C.R.E.H.S.G.M. de juin 1971, p.3.*

avait assisté à l'effacement de Léopold III et qui avait marqué ainsi, selon l'esprit de l'époque, la fin symbolique de la période étudiée. Mais, avec l'écoulement des saisons, on se mit à déroger à ce qui semblait une règle d'airain et, en 1992, cette prescription était abandonnée dans les faits. La période analysée s'étendait désormais de 1930 à 1950, une bonne raison l'ayant emporté sur l'autre: *"1930 est l'année de la crise économique qui a favorisé la montée des tensions, la montée de la radicalité politique et, au bout du compte, l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale"*¹².

Plus fondamentalement sans doute, produits intellectuels de leur époque, les membres scientifiques du C.R.E.H.S.G.M. vont favoriser l'introduction progressive dans la bibliothèque de titres abordant l'histoire essentiellement par le biais socio-politique ou socio-économique, l'envisageant dans une moindre mesure sous l'angle culturel. Comme nous l'avons dit, la frilosité était de mise pour les aspects strictement militaires de la question, et il en allait à peu près de même pour la diplomatie et la géopolitique – peut-être parce que ces dernières semblaient, à l'aune des années '60-'70, passablement obsolètes au regard des jeunes chercheurs. Enfin, en fonction de ses pré-occupations intellectuelles du moment ou de ses nécessités de recherche, chaque chercheur pouvait conseiller l'acquisition de tel ou tel titre relevant de son domaine de prédilection, l'ensemble des acquisitions faisant au jour le jour l'objet d'une concertation globale et amicale au sein de l'équipe, sans tabou ni censure d'aucune sorte.

Comme tout, et d'abord l'existence de l'institution, avait commencé en 1969-1970, apparut très vite la nécessité de combler les multiples absences dans la collection suite à la non-existence du Centre pendant un quart de siècle, entre 1944 et 1969. En plus des dons de particuliers ou d'organismes publics, toujours aléatoires, on décida d'opérer des investigations régulières dans les librairies de

seconde main tant et si bien qu'en 1972, à l'ouverture de la première véritable salle de lecture vouée exclusivement à l'accueil du public, la bibliothèque pouvait déjà se flatter d'aligner un millier de livres belges, 3680 livres étrangers, sans oublier environ 2000 brochures classées d'après leur origine et formant un fonds spécial. En outre, la salle de lecture ayant été dotée des principaux ouvrages et documents de référence (grandes collections officielles, inventaires, publications de sources, chronologies, bibliographies, etc.) la maison commençait à pouvoir travailler concrètement. Mais tout, ou pratiquement tout, restait à faire puisque *"tout était neuf"*¹³.

Vitesse de croisière et nouveaux horizons

Pendant près d'une vingtaine d'années, la bibliothèque va s'accroître bon an mal an de plusieurs centaines de titres, le recours à l'antiquariat comblant heureusement les vides des années antérieures et dissimulant quelque peu l'impossibilité d'assumer totalement le suivi dans les productions récentes, faute d'une enveloppe budgétaire *ad hoc*. Il est vrai que l'institution avait placé, dès le départ, la barre un peu haut: n'ambitionnait-elle pas, pour la période 1930-1950, de réunir l'essentiel des titres s'intéressant non seulement à la Belgique mais aussi à ses voisins immédiats (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne, Grand-Duché de Luxembourg)? Par nécessité logique plus que par dérive involontaire, la quête bibliographique s'était étendue aux grands Etats dont l'influence politique, économique et/ou idéologique avait joué un rôle dans les destinées du Royaume: l'U.R.S.S., avec les capacités d'attraction du "grand soleil d'Octobre", l'Italie, avec son régime des Faisceaux et la fascination/répulsion qu'il avait exercée à travers l'Europe, l'Espagne, avec sa guerre civile dressant le Rouge contre le Noir. Et les Etats-Unis, déjà.

Pour être géographiquement vaste, le champ d'investigation n'était pas infini: il procédait d'un

12. Témoignage de Willem C. Meyers, le 17 décembre 2018.

13. Témoignage de Willem C. Meyers, le 27 janvier 2019.

honnête eurocentrisme à colonne vertébrale belge (autant que faire se pouvait) et la quête livresque en productions contemporaines s'opérait toujours à travers le prisme de matières conceptuelles ou thématiques bien définies : l'histoire politico-sociale ou politico-économique avec, pour fil rouge, une approche historiographique de type structuraliste¹⁴. Avec le soutien de l'équipe des chercheurs et du directeur Jean Vanwelkenhuyzen, le Centre s'attacha donc à introduire maints ouvrages concernant le vécu des organisations partisans et syndicales, des parastataux d'"Ordre Nouveau" et des associations de jeunesse, des mouvances intellectuelles et des formations paramilitaires inspirées par le fameux air du temps. Dans cet ensemble, parce qu'il s'agissait un peu des spécialités de la maison et parce que cela correspondait aux modes de ces décennies, on relevait bon nombre de travaux, de témoignages et de sources sur la Résistance et la Collaboration. Par association d'idées, cet intérêt pour les engagements radicaux de '39-'45 s'étendit également aux radicalités partisans dans l'entre-deux-guerres, des extrémismes de droite et de gauche, tant en Flandre qu'en Belgique francophone. Fatalement, le bibliothécaire devait rencontrer sur sa route l'opulente littérature produite par le Mouvement flamand et il ne se priva pas de réaliser une moisson abondante à ce niveau... Puis, à la charnière des années '70 et '80, émergea à la suite des recherches de Maxime Steinberg en Belgique un ruisselet de titres relatifs au judéocide et à l'antisémitisme, ruisselet encore modeste mais appelé à se muer avec le temps en un puissant fleuve d'encre sur le plan de la recherche européenne.

Bref, la bibliothèque avait trouvé, au seuil des années '90, une sorte de point d'équilibre intellectuel. De surcroît, à ce moment, son préposé avait même réussi à obtenir le renfort de deux collaboratrices qui se sont révélées bien utiles en la personne de Hilde Keppens (en 1988) puis de

Kathleen Vandenberghe (à partir de 1989). Aussi méticuleuses que dynamiques dans les tâches qui leur ont été confiées, elles représentent, à ce jour encore, des partenaires incontournables dans le travail concret inhérent à l'institution. Mais, attachées à la glèbe de l'intendance quotidienne, l'une et l'autre ne pouvaient empêcher l'institution de donner l'impression de se répéter un peu en peinant à sortir de plates-bandes tracées deux décennies auparavant. De plus, comme la structure-mère C.R.E.H.S.G.M. restait un parastatal rattaché par un fil ténu aux Archives générales du Royaume, les subsides nécessaires à son fonctionnement devaient chaque année être négociés, parfois âprement, et il était difficile de mener une politique d'acquisition sur le moyen terme.

C'est alors que vint le second souffle avec, en 1989-1991, l'arrivée à la direction de José Gotovitch, remplaçant un Jean Vanwelkenhuyzen appelé à prendre une retraite bien méritée.

Devenu directeur de plein droit en 1991, Gotovitch, par ailleurs professeur à l'U.L.B., n'était pas seulement l'homme de *L'An 40*¹⁵ : cheville-ouvrière du Centre national d'Histoire des deux Guerres mondiales, présent dès les balbutiements du C.R.E.H.S.G.M., ce disciple de Jean Stengers savait également se montrer aussi pondéré dans ses ouvertures intellectuelles que fidèle à des amitiés philosophiques nouées de longue date. En conséquence, il était pourvu d'un carnet d'adresses bien fourni qui, ajouté à un sens justement équilibré du possible et du nécessaire, allait permettre d'engranger en peu de temps des avancées positives. Sous son mandat (1991-2005), la bibliothèque, dotée d'un budget mieux assuré et sans cesse croissant, connut une expansion considérable, essentiellement dans le domaine des pistes de recherche les plus récentes. Un premier *Thesaurus* informatisé ne tarda guère à devenir opérationnel tandis que le cadre s'étoffait

14. Ou "structuralo-fonctionnaliste", pour employer un horrible néologisme.

15. Il s'agit de son ouvrage majeur : *L'An 40. La Belgique occupée*, paru à Bruxelles en 1971 (CRISP), co-signé avec Jules Gérard-Libois.

d'un informaticien à temps plein. Willem Meyers, appelé à d'autres activités, ne présidait plus à son devenir, ayant passé la main, en octobre 1992, à Alain Colignon (né en 1959).

Licencié en Histoire de l'Université de Liège et bibliophile (se voulant) éclectique tout comme son prédécesseur, celui-ci reconnaît bien volontiers à l'heure présente qu'il eut beaucoup de chance d'attaquer à ce moment-là son parcours professionnel dans de telles conditions. Il prenait la barre tandis que la situation budgétaire venait de s'éclaircir et que l'institution se donnait les moyens de ses ambitions intellectuelles. Croyant avoir saisi au cours de ses années de fonction antérieures l'esprit de la maison, il se garda bien de bouleverser le *modus operandi* dans la constitution des collections... Cependant, il ne tarda pas à percevoir qu'il avait hérité d'une situation très différente de celle fixée par les objectifs initiaux.

La sélection des ouvrages opérée par le biais d'une concertation semi-collégiale appartenait bel et bien au passé car la modification du rythme de travail et la cristallisation des affinités personnelles avait entraîné une plus grande individualisation dans la répartition des tâches. Mais, au bout du compte – soit convivialité extrême, soit aimable désintérêt pour la Bibliothèque –, le soussigné put administrer son domaine comme il l'entendait sans jamais recevoir, quant à sa gestion, de critique fondamentale de ses collègues ou de ses supérieurs hiérarchiques¹⁶. Il est vrai qu'il s'appliquait à accompagner, autant que faire se pouvait, les extensions successives des espaces étudiés par l'institution. Le colloque international d'octobre 1995 avait préparé dialectiquement le terrain et les défis posés par la régionalisation progressive de l'Etat exigeaient un vaste redéploiement conceptuel du Centre pour assurer sa survie¹⁷.

Extension renouvelée, encore plus ample que par le passé, du cadre chronologique: il avait été décidé pour l'occasion d'embrasser désormais la période 1914-1945, renouant ainsi avec la vieille thématique de " nouvelle Guerre de Trente ans " pour désigner les deux conflits mondiaux du XX^{ème} siècle. Mais, après tout, n'avait-elle pas, en creux, déjà été celle du ci-devant Centre national d'Histoire des deux Guerres mondiales des années 1961-1964 ?

Extension, surtout, du domaine des recherches puisque, sous le mandat de José Gotovitch, on commença à aborder pleinement des questions jusque-là peu ou pas investiguées, comme les résistances dans l'espace ouest- et sud-européen et les Européens en exil à Londres, le pacifisme et le militantisme dans l'entre-deux-guerres (y compris les années '20), les jeunes et la société, le plan Marshall, les retombées des guerres sur la culture européenne (expressionnisme, dadaïsme, surréalisme ou néo-classicisme...). Dans cet ensemble, le post-modernisme constitua sans nul doute un basculement majeur dans la mode historiographique dominante, mettant quelque peu de côté, dans les recherches documentaires et les études, l'approche structuraliste (socio-histoire et histoire politico-économique) au profit de travaux articulés plutôt sur la mémoire collective, les représentations collectives, les mentalités collectives. La *Shoah* demeurerait bien entendu un créneau porteur pour les recherches au sein de l'institution mais, au-delà, on décida également de se pencher sur les autres génocides du XX^{ème} siècle, des Arméniens aux Tsiganes ; on en arriva même, beaucoup plus tard, à introduire des ouvrages traitant du massacre des Hereros de Namibie (1904-1907), en attendant celui des Tutsi au Rwanda (1994), le tout sous la caution des études coloniales ou postcoloniales.

16. Mais existait-il vraiment une hiérarchie entre collègues au temps de l'autonomie du Centre, sous la tutelle éclairée de José Gotovitch, hormis celle de l'estime et de l'amitié ?

17. Mentionnons ici la concurrence, qui tourna court, d'un *Vlaams Instituut voor de Geschiedenis van de Oorlog*.

Ces orientations passablement éloignées des préoccupations premières de l'institution avaient été rendues possibles par l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1997 qui transformait, avec l'aval des autorités de tutelle, le Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale en un Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (C.E.G.E.S.). Cette nouvelle donne s'accompagna d'une informatisation plus accomplie avec le système intégré "Pallas". À partir de l'an 2000, le C.E.G.E.S. disposa de son propre site Web avec une banque de données à partir de laquelle l'ensemble de la collection pouvait être consultée. Quant à la collection propre à la bibliothèque, elle s'était gonflée de façon remarquable en l'espace de peu de temps, bénéficiant à la fois de la multiplication des champs – et des projets! – de recherche ainsi que de la hausse croissante des budgets, qui gravaient désormais, à cette époque (2000-2005), autour de 20.000 euros par an. Ainsi pourvu, le bibliothécaire, essentiellement secondé par Hilde Keppens, rentrait chaque année environ 650 titres récents et le triple en antiquariat. Le rythme d'accroissement était donc de plus en plus soutenu, permettant à la collection livresque ainsi sélectionnée de former peu à peu un assez honorable instrument de travail pour la recherche historique contemporaine s'attachant au "premier XX^{ème} siècle" dans une bonne partie de l'Europe occidentale¹⁸. Et, comme on le devine, la Belgique constituait toujours le cœur de l'Europe occidentale en question...

Toujours attentif aux conseils et recommandations de ses collègues, Dirk Luyten au premier chef, le bibliothécaire procédait à la sélection de la façon qu'il estimait la plus objective possible : pratiquait une lecture croisée de recensions critiques puisées dans des revues d'histoire spécialisées (*Journal of Contemporary history*, *Guerres mondiales*

et Conflits contemporains, *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*,...), dans des revues d'histoire plus générales (*L'Histoire*, *Historisch Nieuwsblad*,...), dans des revues semi-littéraires (*Times Literary Supplement*, *New-York Review of Books*,...), dans des catalogues de librairies universitaires (ou non), voire, un temps, dans la presse régionale ou nationale¹⁹. Il transmettait ensuite le fruit de ses cogitations à Hilde Keppens, qui passait commande et enregistrait les livres sous forme bibliographique, dès leur arrivée, dans le catalogue informatisé, leur attribuant une cote de rangement. Restait au bibliothécaire à attribuer une série de mots-clés à chaque ouvrage, mots-clés qui étaient puisés dans le *Thesaurus* censé faciliter l'accès aux collections. En outre, désireux de compléter les références livresques avec les contributions intéressantes ou novatrices pour le champ d'études, le bibliothécaire s'était appliqué dès 1992 à procéder également à leur sélection, à partir des revues d'histoire, sur la base la plus objective possible²⁰. Ici, le résultat de la sélection était communiqué à Kathleen Vandenberghe, qui n'avait plus qu'à l'introduire dans le catalogue selon le mode opératoire de Hilde Keppens. Cette méthode, simple et efficace, est encore d'application aujourd'hui.

Le Capitole... et la Roche Tarpéienne

Atteint par la limite d'âge légale, José Gotovitch fit valoir ses droits à la retraite en avril 2005, cédant la place, après un intérim de quatre mois, à Rudi Van Doorslaer.

Dès le départ, la nouvelle direction, a bien sûr cherché à imprimer sa marque. Mais force est de constater que l'essentiel de l'héritage laissé par José Gotovitch a été préservé. Désireux de pousser à ses limites extrêmes l'extension des champs de compétence de l'institution, Rudi Van Doorslaer assigna au Centre, sans vaines contestations de

18. PIETER LAGROU, « Historiographie de guerre et historiographie du temps présent : cadres institutionnels en Europe occidentale, 1945-2000 », dans *Bulletin du Comité international d'histoire de la 2^{ème} guerre mondiale*, nr. 30-31, août 2000, p. 191-215.

19. Grâce à un abonnement au service "Auxipress", procédant à une sélection d'articles sur la « Seconde Guerre mondiale » et ce, jusqu'en 2004.

20. Tout en sachant que ce que l'on nomme "objectivité" est souvent, de toute bonne foi, sa propre subjectivité.

la part des scientifiques mais quand même avec quelques réticences formulées, une énième extension chronologique: il devrait embrasser désormais non plus seulement le “premier XXème siècle” (1914-1945) mais s’attacher aussi à ce “court XXème siècle” (1914-1991) défini par Hobsbawm, de l’éclatement du premier conflit mondial à l’écroulement total du régime soviétique. Historiquement parlant, cela pouvait se concevoir, mais il s’agissait encore une fois d’une expansion qui n’était pas mineure et qui demanderait des moyens. Précisément, le directeur attribuait à notre bibliothèque un rôle éminent: il entendait la transformer en une véritable Bibliothèque d’Histoire du XXème siècle européen, voire en une Bibliothèque universelle du Temps présent (*sic!*) et, pour ce faire, désirait la pourvoir d’un budget encore réévalué à la hausse. Nonobstant un léger scepticisme au sein de l’équipe des chercheurs face à ces perspectives très ambitieuses (qui par ailleurs venaient bien tard, le terrain étant déjà occupé, notamment par des structures liées aux centres de recherche universitaires), les promesses directoriales furent tenues sur le plan budgétaire, les sommes dévolues à la bibliothèque se voyant portées pour 2006 et 2007 à pas moins de 36.000 euros l’an pour les livres, sans oublier quelque 8.500 euros pour les revues²¹. Devant d’aussi bonnes dispositions venues de si haut, A. Colignon pour les livres et D. Luyten pour les revues proposèrent fin 2007 de porter une fois pour toutes le budget annuel à 50.000 euros: leur suggestion fut rencontrée, alors qu’ils n’y croyaient guère!²² Il faut dire que, sous l’aiguillon de R. Van Doorslaer, le Centre avait multiplié les projets de recherche tout azimut et que l’intendance livresque devait en assumer le suivi.

Outre la thématique assez neuve de la justice transitionnelle²³ et celle des conflits associés à la décolonisation et à la Guerre froide (guerres d’Indochine et d’Algérie, mais aussi du Vietnam, sans

oublier la répression des insurrections à Madagascar, en Indonésie, en Birmanie, au Kenya, en Angola-Mozambique,...), l’institution entreprit ainsi de traiter tour à tour ou simultanément des phénomènes migratoires, des questions liées à la magistrature et à la police en temps de guerre, des mouvements contestataires des années ’60 et, plus généralement, des générations d’après-guerre, du conflit en Afghanistan en tant que matrice du fondamentalisme islamique, des problématiques engendrées par la fin du système soviétique dans l’Est européen, de la résurgence des nationalismes, des femmes en guerre, du Congo au temps des Belges, de l’urbanisme des années ’30, sans oublier le judéocide, thématique porteuse pour bien des projets de recherche.

Des esprits chagrins auraient pu faire remarquer qu’il ne manquait en somme dans cette nomenclature (non exhaustive) que le fameux raton laveur cher à Prévert pour que la barque CegeSoma, trop lourdement chargée, se mît à sombrer, conceptuellement parlant. Il faut toutefois remarquer qu’une partie importante de ces initiatives, à l’usage, ne furent pas poursuivies, soit parce qu’elles se révélèrent peu fructueuses ou qu’elles aboutirent rapidement à une impasse, soit parce que la bibliothèque avait reçu consigne de tourner la page en fonction des impératifs du moment. Cette quête un peu nerveuse dans des horizons conceptuellement fort distants, dûment alimentée par des budgets conséquents et régulièrement renouvelés, suscita une véritable inflation livresque dans les collections, et on passa en l’espace de trois ans (2007-2010) de 50.000 à 60.000 titres pour la seule série générale. Puis le ciel s’assombrit brusquement.

En juin 2013, vu la situation de crise politique que connaissait alors l’Etat belge, le bibliothécaire recevait de son supérieur hiérarchique l’ordre

21. *Werknota / Note de travail – Etat des lieux Section Documentation*, réalisé par Mme Lieve Maes, comptable du CegeSoma à la date du 30 décembre 2005.

22. ALAIN COLIGNON ET DIRK LUYTEN, *Bibliothèque – Problèmes et perspectives*, Décembre 2006.

23. La justice transitionnelle, comme son nom ne l’indique pas vraiment, peut aussi bien concerner les procédures judiciaires s’attachant aux crimes contre l’humanité ou aux crimes de guerre que celles liées aux périodes d’épuration civique ou politique.

d'interrompre les achats. S'ils purent reprendre, avec prudence, après trois mois d'interruption, les ambitions conquérantes devaient visiblement être revues à la baisse. Cette année-là, on se contenta d'introduire un peu plus de 350 ouvrages récents, contre une moyenne oscillant entre 5 et 600 unités par an au cours du lustre précédent.

C'était un coup de semonce. Ensuite, ce fut bien pis et les sommes allouées à la bibliothèque allèrent se réduisant comme peau de chagrin au fur et à mesure des tours de vis successifs pratiqués, à partir de 2014, par l'équipe ministérielle en place.

En 2016, le Centre, en passe d'être intégré totalement au sein des Archives de l'Etat pour des raisons impératives, consacrait encore 10.000 euros pour assurer le suivi bibliographique de l'institution, avec, en plus, 3.000 euros pour les abonnements aux périodiques (nous venions de 50.000 euros en 2012). Certes, il est possible de mener une politique d'acquisition avec 10.000 comme avec 50.000 euros. Mais ce n'est pas la même politique. Lorsque Rudi Van Doorslaer dut prendre sa retraite en août 2016, il laissait à son successeur un lourd héritage grevé par davantage de points d'interrogation que de rais de lumière. Mais faut-il pour autant désespérer? Pas nécessairement, et ce pour plusieurs raisons.

Rééquilibrages et rebond ou... rideau ?

Le Centre et ses différentes structures annexes (dont la bibliothèque) étant en vie et toujours opérationnels au seuil du cinquantième anniversaire de leur existence, il est permis d'établir un état des lieux et de tracer des perspectives. Les aspects positifs, d'abord. Ils sont incontestables.

Même si elle a été passablement élaguée quant à ses capacités budgétaires au fil de ces deux ou trois dernières années, l'institution a pu préserver ses capacités de fonctionnement en répartissant diffé-

remment les tâches scientifiques. La flexibilité relative qui, dès ses premiers pas, constituait une de ses caractéristiques a été systématisée, ce qui a permis de pallier dans une grande mesure le départ (définitif?) de certains collègues. Mais la flexibilité et la multifonctionnalité présentent toujours des limites: selon la formule consacrée, n'importe qui ne peut pas faire n'importe quoi, chaque agent n'étant pas nécessairement apte à jouer *ad nauseam* le rôle d'un substitut de Maître Jacques²⁴.

Plus important sans doute: sur le plan conceptuel de la *Mission Statement* de l'institution, une réorientation allant dans le sens d'un recentrage thématique et chronologique a été opérée au printemps 2018 avec l'accord du Comité scientifique. C'est chose fort heureuse car, à force de pérégriner dans l'espace et dans le temps, le Centre risquait de perdre sa spécificité, son identité et, à terme, sa fonction sociétale. En braquant à nouveau le feu de ses projecteurs sur l'époque 1914-1950, le CegeSoma ne fait somme toute que renouer avec son point d'équilibre des années 1995-2005 et, s'il a dû sacrifier la thématique "Colonies et décolonisations" (hormis, dans une certaine mesure, celle du Congo belge) et se détourner des "Conflits de la Guerre froide" (mais pas de la Guerre froide en tant que telle... quand elle concerne la Belgique), il n'a fait que renouer avec ses fondamentaux, là où sa capacité d'expertise est reconnue depuis longtemps. Est-il besoin de préciser qu'au temps des années de "vaches grasses", la bibliothèque, dans sa politique d'acquisition, s'était bien gardée de sacrifier ses valeurs sûres: sans le crier sur tous les toits, ces dernières sont toujours restées prioritaires, quitte à sacrifier quelque peu aux idoles du moment par nécessité diplomatique.

Le point le plus délicat réside sans doute dans l'affaiblissement général des enveloppes budgétaires. Si on a pu, jusqu'en 2018, assurer le maintien d'un suivi acceptable, scientifiquement parlant, pour les titres récents, c'est au prix d'une sélec-

24. Qui, comme chacun sait, est un personnage du théâtre de Molière prié de changer de couvre-chef et de fonction à volonté au grés des intérêts du moment de son maître.

tion de plus en plus rigoureuse²⁵ et grâce à une conjoncture opportune, en l'occurrence un apport financier non prévu puisé dans des reliquats de contrats de recherche en phase terminale. Mais cela tenait un peu du miracle, et les miracles peinent à se renouveler à notre époque. Il est évidemment possible de poursuivre au ralenti une politique d'acquisition un certain temps, mais il viendra un moment où les collections ne seront plus en adéquation avec les productions bibliographiques récentes. La solution réside certainement, à court et moyen terme, dans une synergie plus complète avec la Bibliothèque des Archives de l'État, articulée plus exhaustivement que la nôtre sur la Grande Guerre. L'une et l'autre se

complèteraient remarquablement, une fois éliminés les doublons introduits involontairement au long de cinq décennies. Une concertation est en cours pour réaliser cette opération.

La constitution progressive d'une bibliothèque numérique intégrée, amorcée par la transposition prochaine du système "Pallas" en système "SAM", permettra sans nul doute d'initier cette opération de rapprochement, sinon d'intégration²⁶. Reste à en préciser les délais comme les modalités et à déterminer l'effort financier pour ce faire. Il restera enfin à définir l'objet social du CegeSoma, sous une forme ou sous une autre, en tout ou en partie, à l'aune de 2020-2025. Vaste programme...

Sorti de l'université de Liège en 1981 comme licencié-agrégé en Histoire, Alain Colignon (1959) entre au CegeSoma en 1989 après avoir effectué différents travaux sur la médecine sociale. Il devient bibliothécaire de cette institution en 1992 et s'y spécialise dans la géopolitique, l'étude des mouvements identitaires, la radicalité de droite et de gauche durant l'entre-deux-guerres mais aussi l'histoire de la Collaboration, de la Résistance et de la vie quotidienne en '14-'18 et en '39-'45. Il s'est également attaché à des travaux en ethnographie régionale et en philologie wallonne.

25. Outre le repli strict sur la période 1914-1950, on a sacrifié la majorité des productions récentes en allemand vu leur caractère extrêmement onéreux et il en a été de même, dans une moindre mesure mais pour les mêmes raisons, dans le domaine de la librairie anglo-saxonne.

26. THIERRY CLAERR ET ISABELLE WESTEEL, *Manuel de constitution de bibliothèques numériques*, Paris, 2013, p. 26-36 ; MICHEL WIEVIORKA, *L'impératif numérique ou la nouvelle ère des sciences humaines et sociales ?*, Paris, 2013 ; MELISSA TERRAS, JULIANNE NYHAN AND EDWARD VANHOUTTE, *Defining Digital Humanities-A Reader*, Ashgate, 2013 ; *Archimag*, nr. 52-Bibliothèques : les nouveaux modèles ; RICHARD ROGERS, *Digital Methods*, Cambridge, 2013.